

Pour la régularisation, contre l'exploitation et le racket, les travailleurs sans-papiers interpellent la C.N.A.V.

La majorité des 400 000 sans-papiers en France sont des travailleurs déclarés en CDI, CDD ou intérim renouvelé avec des papiers incomplets ou de faux papiers, sur lesquels les patrons ferment les yeux. Dans cette situation, **ils paient impôts, taxes et cotisations sociales sans pouvoir bénéficier des droits et des prestations qui y sont attachés** (retraite, allocation chômage, logement social, services publics et citoyenneté...). Ceux qui obtiennent leur régularisation ne bénéficient pas des droits attachés aux cotisations versées antérieurement.

L'Etat français, notamment par l'intermédiaire de l'URSSAF, des ASSEDIC, des Caisses de retraite, du Trésor Public... encaisse ainsi environ 2 milliards d'euros par an sans jamais rien décaisser.

L'autre partie des travailleurs sans-papiers est contrainte au travail dissimulé par un patronat esclavagiste qui profite de la situation pour ne payer aucune cotisation.

Déclarés ou non, ces travailleurs se retrouvent privés de toute ressource dans leur pays d'origine quand ils sont expulsés. De plus, cette situation pèse sur l'économie de ces pays en réduisant d'autant les envois des immigrés à leurs familles. Rappelons que l'argent envoyé dans leur pays d'origine par les immigrés, avec ou sans papiers, représente trois fois l'aide financière des gouvernements des pays riches.

- **NOUS exigeons que ces travailleurs-euses qui participent à la richesse de la France bénéficient des droits acquis par le versement de leurs cotisations.**
- **NOUS dénonçons le patronat qui CONTRAINT des milliers de sans-papiers au travail dissimulé pour les surexploiter, sans payer de cotisation.**
- **NOUS exigeons l'arrêt des expulsions et la régularisation de toutes et tous les travailleurs sans-papiers pour que cessent cette exploitation et ce racket du patronat et de l'Etat français.**

C'est pour cette raison que nous avons déjà interpellé les autorités de 9 pays pour les sensibiliser à cette situation et leur demander de ne plus collaborer avec la police française pour expulser leurs compatriotes. A l'exception de la Tunisie, qui a refusé, huit nous ont reçus : Algérie, Burkina-Faso, Guinée, Maroc, Madagascar, Mali, Mauritanie et Sénégal. Chacun de ces consulats a reconnu que l'expulsion de ces travailleurs constitue une spoliation. Nous continuerons cette mobilisation dans les prochaines semaines.

Le 24 juin nous avons occupé l'URSSAF pour dénoncer le racket sur les cotisations des travailleurs sans-papiers.

Aujourd'hui, nous interpellons la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) sur l'injustice que subissent les sans-papiers de travailler et cotiser sans ouvrir de droit. Nous dénonçons aussi les patrons qui contraignent des dizaines de milliers d'entre eux au travail dissimulé et qui contribuent à creuser le déficit des caisses de retraite comme celui des autres caisses.

**MERCREDI 29 JUILLET, 14H30 : MANIFESTATION
DEPART : GARE DE L'EST JUSQU'A LA CNAV AV. DE FLANDRES**

Signataires de l'appel : Association Malienne des Expulsés (AME) - ATTAC France - SURVIE - M.R.A.P. - Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF) - Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) - Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM) - Collectif d'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) - Coordination 75 des sans-papiers - Coordination 93 pour la lutte des sans-papiers - Collectif des sans-papiers Montreuil - Collectif CGT sans-papiers Cannes - R.E.S.F. - Association des Marocains en France (AMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - CAPJPO - Marches européennes contre le chômage - Coordination Femmes Egalité - Mouvement des Quartiers pour la Justice Sociale (MQJS) - Autremonde - RESOCI - D.A.L. - COPAF - A.S.I.A.D. - Stop Précarité - Convergence des Causes - Droits devant !! - Union Syndicale SOLIDAIRES (SUD Travail, Syndicat National Unifié des Impôts SNUI) - CGT Caisse des Dépôts - SNU TEF-FSU - Confédération Paysanne - Les Alternatifs - Gauche Alternative - Nouveau Parti Anti-capitaliste (NPA) - Parti Communiste Français - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Les Verts...